

Les rencontres du troisième titre

Le service des concentrations de l'Autorité de la concurrence co-organise des rencontres avec des étudiants (écoles, instituts, universités...) et des cabinets d'avocats ou d'économistes afin de présenter et de débattre des sujets qui font l'actualité du contrôle des concentrations.

Nouvelle édition en avril 2026

Les Rencontres du Troisième Titre ont pour objectif de nourrir la réflexion autour du **contrôle des concentrations**, en croisant les regards de l'Autorité de la concurrence, des praticiens du droit et du monde académique, ainsi que des étudiants spécialisés.

Chaque édition est conçue comme un temps d'échange privilégié, autour de thématiques d'actualité, favorisant le dialogue entre institutions, professionnels et futurs juristes.

- **14 avril 2026 – Le secret des affaires en matière de contrôle des concentrations**

LES RENCONTRES DU TROISIÈME TITRE

Le secret des affaires en matière de contrôle des concentrations

> Le Service des concentrations de l'Autorité de la concurrence

> En partenariat avec le cabinet **EightAdvisory**,
Étienne Chantrel, Associé

> En partenariat avec le cabinet **Fieldfisher**,
Anne-Laure-Hélène des Ylouses, avocate associée

> Avec la participation des étudiants de masters de l'université Paris Dauphine
regroupés sous le **Centre de Recherche Droit Dauphine (CR2D)**,
sous la direction de **Georges Decocq**

4^E ÉDITION

14 AVRIL 2026
à 18h30

au sein du cabinet **EightAdvisory**
37 rue La Boétie
75008 Paris



EightAdvisory

fieldfisher

Dauphine | PSL* CR2D
UNIVERSITÉ PARIS

Cette rencontre, intitulée « **Le secret des affaires en matière de contrôle des concentrations : les enjeux pour les parties et les tiers avant, pendant et après l'examen d'une concentration par l'Autorité de la concurrence** », propose d'explorer les problématiques juridiques et pratiques liées à la protection des informations sensibles dans le cadre des procédures de contrôle des concentrations.

Avec la participation de :

- Le Service des concentrations de l'Autorité de la concurrence
- Étienne Chantrel, pour le cabinet EightAdvisory
- Anne-Laure-Hélène des Ylouses, pour le cabinet Fieldfisher
- Trois masters de Université Paris-Dauphine, regroupés au sein du Centre de Recherche Droit Dauphine (CR2D), sous la direction de Georges Decocq

Rendez-vous le 14 avril prochain à 18h30,
au sein du cabinet Eight Advisory,
37 rue La Boétie, 75008 Paris.

Places limitées, sur inscription

[Je m'inscris](#)

Les précédents événements

Édition du 29 janvier 2026 – La dérogation à l'effet suspensif

LES RENCONTRES DU TROISIÈME TITRE

La dérogation à l'effet suspensif

> Le Service des concentrations de l'Autorité de la concurrence

> En partenariat avec le cabinet A&O Shearman,
Maître Noemie Bomble, avocate

> Avec la participation des étudiants du double diplôme « Business Law
& Management » de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille,
de la Professeure Nathalie Laugier

> Avec la participation d'Emilie Berthier, Directrice de service juridique,
Castorama France

3^E ÉDITION

29 JANVIER 2026
de 10h30 à 12h

Campus Lille
Amphi RS 31,
58 rue du port à Lille



A&O SHEARMAN



Édition du 29 janvier 2026 – La dérogation à l'effet suspensif

La troisième édition portait sur la dérogation à l'effet suspensif, à travers une approche à la fois juridique, opérationnelle et prospective.

Avec la participation de :

- Le Service des concentrations de l'Autorité de la concurrence
- Le cabinet A&O Shearman (partenaire de l'événement), Maître Noemie Bomble, avocate
- Les étudiants du double diplôme "Business Law & Management" de la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille de la Maître de conférences Nathalie Laugier
- Émilie Berthier, Directrice du service juridique, Castorama France



Édition du 19 janvier 2026 - L'effet suspensif du contrôle des concentrations

LES RENCONTRES DU TROISIÈME TITRE

L'effet suspensif du contrôle des concentrations

> Le Service des concentrations
de l'Autorité de la concurrence

> En partenariat avec le cabinet **BBLM Avocats**

> Avec la participation des étudiants
du **Master Distribution-Concurrence**
du **Professeur D.Bosco** de l'**Université
d'Aix-Marseille**

2^E ÉDITION

19 JANVIER 2026
de 10h à 12h

au sein du cabinet **BBLM**
1 place Félix Baret
13006 Marseille

Autorité
de la concurrence

bblm
avocats

amU

Édition du 19 janvier 2026 - L'effet suspensif du contrôle des concentrations

Cette deuxième édition était consacrée à l'effet suspensif du contrôle des concentrations, enjeu central du droit des concentrations et de sa mise en œuvre pratique.

Avec la participation de :

- Le Service des concentrations de l'Autorité de la concurrence
- Maître Helene Coulibaly Le Gac, associée au cabinet BBLM et Maître Julia Coste, avocate au cabinet BBLM
- Les étudiants du Master Distribution-Concurrence, sous la direction du Professeur D. Bosco (Université d'Aix-Marseille)



Édition du 27 mai 2025 - Le statut et le rôle du mandataire agréé en contrôle des concentrations

LES RENCONTRES DU TROISIÈME TITRE

Le statut et le rôle du mandataire agréé



Le Service des concentrations
de l'Autorité de la concurrence



En partenariat avec le cabinet Linklaters,
Nicolas Zacharie (avocat)



Avec la participation des étudiants
du Master Concurrence et Distribution
de la Professeure Prieto de l'Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne

1^{ÈRE} ÉDITION

27 MAI 2025
de 17h30 à 19h

au sein du Cabinet Linklaters
25 rue de Marignan
75008 Paris

La première édition des Rencontres du troisième titre s'est tenue à Paris, le 27 mai 2025, dans les locaux du cabinet Linklaters avec les étudiants du Master 2 Droit des affaires – parcours concurrence et distribution de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, sous la direction de la professeure Catherine Prieto.

Elle réunissait Jérôme Vidal, chef du service des concentrations, et Nicolas Zacharie, avocat du cabinet Linklaters, sur le thème « *Le statut et le rôle du mandataire agréé en contrôle des concentrations* ».

À cette occasion, l'Autorité de la concurrence a annoncé que plusieurs demandes formulées par les répondants dans le cadre de la consultation publique qu'elle avait lancée le 14 mars 2025 pourraient être mises en œuvre dans les prochains mois, sans modification législative des textes en vigueur :

- La possibilité de nommer un mandataire dès le dépôt d'engagements ;
- Une explication ou une motivation des décisions de refus d'agrément des mandataires ;
- L'instauration d'une réunion systématique, dès le début du suivi des engagements, avec le mandataire agréé ;
- La décharge systématiquement formalisée des mandataires à l'issue de leur mandat ;
- La création d'une page Internet de l'Autorité dédiée à la présentation des mandataires.

[Voir le replay de l'événement](#)

